



[Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Les faits du jour

Voici un an, à Clichy...

Voici un an, le sang des travailleurs coulait à Clichy.

Aujourd'hui, la presse dite de gauche reproduit les déclarations de plusieurs témoins d'où il résulterait que les coups de feu sur les travailleurs furent tirés par des provocateurs fascistes.

Mais la présence des groupes fascistes en civil parmi la police (nous les prenions pour des policiers, déclarent les témoins dans leurs tardives déclarations) n'est-elle pas significative ? D'innombrables coups de feu ont été tirés qui ne pouvaient pas l'être seulement par des provocateurs, mais par des provocateurs et par la police. On conçoit que le ministre de l'Intérieur actuel cherche une justification au ministre de l'Intérieur de 1937 ! C'est le même !

La vertueuse presse de gauche, pas plus que les Staliniens, n'en a pas moins incriminé les provocateurs « trotskystes ». L'essentiel est de calomnier.

Verdict de classe :

Cusinberghe est acquitté

Aux assises de la Seine, un scandaleux verdict de classe !

Le patron Cusinberghe, assassin du travailleur Acherchour, est acquitté.

L'avocat-général lui-même réclamait un verdict affirmatif quant aux coups, mais mitigé par un verdict négatif sur la volonté de tuer.

Aggravation du verdict de classe : Le patron Cusinberghe n'aura même pas de dommages-intérêts à acquitter.

Le procès de Troncoso

A Brest : procès de Troncoso et de ses complices. Les résultats n'en sont pas encore connus.

Malgré ses dénégations, il apparaît, au témoignage des membres de l'équipage du submersible, que les hommes de Troncoso sont bien montés à bord, armés. Le commandant Ferrando avoue qu'il était d'accord avec les franquistes pour leur livrer le submersible.

Jusqu'au cou, dans l'Union Sacrée

Daladier et Gamelin, Blum et Campinchi peuvent en prendre à leur aise. La C.G.T. ne vient-elle pas de déclarer son approbation ?

Que les travailleurs acceptent une surexploitation plus intense, c'est pour la Défense Nationale !

Les conséquences de cette politique syndicale menée par les bonzes confédérés et staliniens s'expriment déjà dans une résolution du bureau des syndicats alsaciens et lorrains. Au nom des 200.000 syndiqués, le Bureau affirme sa volonté de « défendre comme leurs pères de 1789 les libertés de la démocratie française et le sol de la patrie... »

Union sacrée au Parlement. Lutte des classes dans les usines!



Le deuxième Cabinet Blum, quatrième de la législature et cent-cinquième de la Troisième République, est définitivement constitué. Il arrête présentement son programme extérieur et son programme financier et se présentera jeudi devant la Chambre à laquelle il demandera le renvoi à la suite des interpellations.

C'est là, certes, le mécanisme habituel des crises ministérielles, de leur évolution et de leur dénouement. Personne cependant ne s'y trompe.

Pas un ouvrier, pas un paysan ne peut croire que le deuxième Cabinet Blum, formation de Front populaire sans la participation, mais avec le soutien des communistes staliniens, est une simple réédition du Front populaire de 1936, auquel quelques mois d'expérience « permettront d'éviter certaines fautes et de mieux représenter les masses populaires ».

Car il n'existe pas de « coups nuls » en politique... La direction radicale succédant au premier gouvernement Blum et lui cédant à nouveau la place dans une période historique où la bourgeoisie dominante entraîne les travailleurs aux sacrifices, y compris celui de leur vie, telle est la trame d'événements au cours desquels les ouvriers et les paysans ont été « roulés ».

Le premier Cabinet Blum prenait le pouvoir devant une formidable poussée ouvrière en juin 1936... pour la freiner et l'endiguer.

Il prend le pouvoir en mars 1938, avec le soutien des radicaux, avec le soutien de la droite, avec la complicité des staliniens pour parachever l'étranglement des travailleurs, desquels on exigera le temps, l'argent, le sang.

L'Union sacrée est, en fait, réalisée.

Le refus « tactique » des droites aux objurgations pathétiques de Blum était nécessaire à ce dernier, de même que la non-participation des communistes. Un nouveau 2 août 1914 trouvera les communistes — ils l'ont dit — au gouvernement d'Union sacrée comme jadis les socialistes. Pour les Cachin, l'histoire se répète !

Mais, plus cyniques que les Socialistes de 1913, les communistes de 1938 appellent déjà « aux armes » et entraînent les travailleurs vers la production intensifiée pour la guerre. La « retraite

aux vieux travailleurs » est un des grosiers panneaux qui permettent d'extorquer plus d'impôts pour cette même guerre.

Et quand Daladier déclare : On ne met pas un parti entier sur le Carnet B, il est clair que, dès maintenant, les Staliniens super-patriotes sont les fournisseurs du Carnet B, contre les militants restés fidèles aux enseignements révolutionnaires de Lénine et de Trotsky.

Le Front Populaire aura été le canal de dérivation ouvert à la poussée ouvrière pour la conduire à l'abîme de l'Union sacrée.

Nous nous consacrons à regrouper en France le parti révolutionnaire du prolétariat. Pour éviter aux prochaines poussées ouvrières de subir le même sort, il faut le parti révolutionnaire et non la « gauche révolutionnaire » d'un parti réformiste.

Apprends à nous connaître, camarade, et travaille avec nous.

Nouveau pas en avant!

La récente session de notre Comité Central ne nous a pas permis de faire paraître, comme à l'habitude, le numéro de mardi dernier.

Par contre, des décisions importantes ont été prises, tendant à améliorer la présentation de notre journal et à augmenter son contenu hebdomadaire.

La nécessité de faire face au coût croissant du papier par la constitution d'une réserve marquée permet en même temps cette présentation meilleure.

Comme par le passé, dans sa forme nouvelle, « la Commune » paraîtra les mardi et jeudi de chaque semaine, au même prix de vingt-cinq centimes. Chaque samedi, « la Commune » paraîtra sur six pages ; pour répondre aux besoins d'informations politique et de délimitation doctrinale. Elle sera vendue cinquante centimes.

Comme par le passé, « La Commune », adaptée aux besoins de la diffusion partout où les travailleurs sont exploités et brimés, reste orientée vers la parution quotidienne dans le plus bref délai.

CE JOURNAL EST LE TIEN !

DIFFUSE-LE !...

SOUTIENS-LE !...

Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an 30 fr.

6 mois 15 fr.

3 mois 8 fr.

Compte Chèque postal :

BRAUSCH 1773-01 Paris

En Espagne la décision est proche

SUR plus de 100 kil. au Nord-Est de Teruel, l'armée de Franco s'est, la semaine dernière, portée à l'attaque. Partout les républicains durent céder devant un armement nettement supérieur. Actuellement, l'avance nationaliste se poursuit à vive allure ; il semble que, bientôt acculés à la mer, les républicains n'aient d'autres ressources que de profiter du terrain pour échapper à l'encerclement et se replier sur Barcelone et Valence. Sous peu de jours, il est probable que ces deux grandes villes seront définitivement coupées l'une de l'autre. Evidemment la position des troupes fascistes prête le flanc à bien des contre-attaques dangereuses, mais il est malheureusement possible que celles-ci ne puissent être envisagées du fait de la démoralisation qui commence à s'emparer des armées républicaines devant le sentiment croissant de leur infériorité technique. Sans intervention directe de la France, la victoire de Franco ne fait pas de doute ! Voilà la vérité !

Léon Blum va-t-il rejeter la « non-intervention » qui fut imposée par l'impérialisme franco-anglais ? Devant le péril, que soulignent tous les jours les staliens, « de la troisième frontière à défendre », le capitalisme français va-t-il ouvrir les Pyrénées, envoyer du matériel ? C'est assez douteux.

Avec des larmes de crocodiles, les démocrates radicaux et socialistes enterrent sans doute la « victoire certaine de la vaillante république espagnole » et préconiseront alors le compromis avec Franco. Mais il est encore difficile de se prononcer. Quant aux bourreaux staliens, assassins des révolutionnaires d'Espagne sous prétexte « d'union sacrée nécessaire à la victoire et à l'appui des démocrates », ils peuvent passer là-bas un bien mauvais quart d'heure !

Revenant de ses erreurs, le peuple espagnol réagira en effet. Cette réaction du désespoir ne pourra malheureusement plus amener la victoire ; la supériorité militaire de Franco est trop grande.

Pour ne pas avoir suivi, dès le premier jour, la politique préconisée par les trotskystes, pour ne pas avoir fait de Soviets, pour ne pas avoir organisé une armée rouge, pour ne pas avoir préparé la fraternisation avec les Marocains et les Italiens, pour ne pas avoir proclamé le Maroc aux Marocains, la terre aux paysans, l'usine aux ouvriers, pour ne pas avoir fait appel à la solidarité REVOLUTIONNAIRE des prolétaires, pour avoir accepté la camisole de force d'une fausse théorie : « l'anarchie », puis la collaboration loyale avec Staline, Négrin et la II^e Internationale, pour avoir cru aux démocraties bourgeoises : 500.000 prolétaires, l'élite du prolétariat espagnol, seront tombés, vaincus, trahis !! Puisse cette nouvelle leçon servir d'exemple !!

« LA VERITE »

Revue Mensuelle du P.C.I.

est en vente dans tous les kiosques.

120 pages N° 1 6 francs

CHEZ LES METALLOS

La convention collective n'est pas signée, il est même difficile de prévoir quand elle pourra l'être. Par conséquent, dans la métallurgie de la région parisienne, c'est-à-dire dans la plus importante industrie, il n'y a plus de convention collective entre le patronat et les travailleurs.

Par conséquent, si les patrons voulaient reprendre le système d'avant juin 1936, ils ne trouveraient aucun obstacle légal. Bien taine de personnes dans l'autre salle. sûr, les patrons ne vont pas se livrer sans réfléchir à des provocations qui feraient rebondir la lutte des métallos et ainsi toute la résistance ouvrière.

Pour l'instant, ils sont servis par l'attitude des dirigeants de la C.G.T., de la Fédération des Métaux et du Syndicat parisien qui ont retrouvé avec grande joie les salons de l'Hôtel Matignon pour y discuter comment assurer la « défense nationale », c'est-à-dire faire faire une heure de plus par jour, peut-être deux. Là aussi, on n'ira pas trop carrément peut-être, de crainte de susciter la révolte des métallos. Mais on trouvera des mots et des combinaisons, des interprétations et des dérogations et des aménagements, et que sais-je encore pour y arriver.

Après cela, les patrons trouveront bien le moyen de continuer à arrondir leurs « petits profits ».

Les métallos ne seront pas dupes. La « défense nationale », ils ne connaissent pas cela, ou plutôt ils savent que c'est la défense des intérêts de leurs exploiters, et ils y sont opposés.

Produire moins, cela assurerait « la défaite de la France » ? Les métallos n'ont pas été touchés, comme Thorez et autres travailleurs honoraires, par la grâce. Beaucoup sont restés « défaitistes révolutionnaires ». La défaite de la France, c'est-à-dire celle de leurs exploiters, ça les effraie d'autant moins qu'ils savent que la situation ainsi créée favorise la lutte révolutionnaire pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

CHEZ LES TECHNICIENS DE LA METALLURGIE

Nous avons dénoncé la tentative scissionniste des staliens contre la Fédération des Techniciens et son syndicat des Techniciens de la Métallurgie de la Région parisienne.

Cette tentative vient de se heurter au fait que la convention collective des techniciens vient d'être signée par le Syndicat et la Fédération menacés de scission. Ceci aura certainement une portée sur la masse des techniciens qui n'aurait pas de motifs d'ordre corporatif pour se mettre à la remorque des staliens de l'Union des Syndicats de la Région parisienne. Mais, c'est une raison de plus pour tous les camarades, et plus particulièrement pour les métallos, de demander des comptes à la direction de leur Syndicat et de briser sa politique scissionniste.

MALGRE les adjurations de Blum et la volonté stalinienne, l'union sacrée n'est pas réalisée car le capitalisme sait ce qu'une telle formule de gouvernement présente, pour lui, comme danger, en temps de paix et il entend la réserver pour la guerre.

Voici ce qu'écrit, à ce sujet, « l'Humanité » :

« Le gouvernement n'est pas celui qu'attendait le peuple de France à un moment où la situation internationale est grosse de menaces pour notre pays, à un moment où l'invasion de l'Autriche par les armées hitlériennes apparaît comme le prélude de nouvelles attaques du fascisme international. »

M. de Wendel a été aidé dans sa besogne par un certain nombre de personnages équivoques, parmi lesquels Bergery et les membres du Comité France-Allemagne, dont l'attitude n'est nullement rassurante pour des hommes qui ont le souci de l'intérêt français.

Ainsi, ce ne sont point les staliens qui ont refusé l'alliance avec Marin, bien au contraire. Quant à « l'intérêt français », il fut un temps où le Parti Communiste nous enseignait avec raison que c'est l'intérêt du capitalisme français.

Qu'attend donc le capitalisme de la collaboration stalinienne au gouvernement ? C'est « l'Œuvre » qui nous le dit le plus clairement en ces termes :

Mais, s'il s'agit d'une véritable unité française, que peut-elle être sans les communistes ?

LE COIN D

DANS L'ALIMENTATION

Les travailleurs de l'alimentation ont été odieusement abandonnés, trahis par les dirigeants syndicaux. Ils avaient démarré à un moment favorable, les fêtes du Nouvel-An ; il leur aurait fallu un appui immédiat de tous les syndicats. A ce moment, la C.G.T., l'Union des Syndicats ne virent rien, n'entendirent rien, oublièrent les grévistes occupant les entrepôts.

Les agressions fascistes, comme l'assaut contre les Primistères Parisiens, dirigé par le député Tixier-Vignancourt (c'est à lui aussi que la C.G.T. demande de faire l'union nationale), la C.G.T. ne les connut pas.

C'est quand les grévistes furent à bout qu'on fit un meeting au Vél' d'Hiv' dans des conditions où l'insuccès devait servir à dire : on ne peut pas faire plus pour vous, vous le voyez. Et, maintenant, il va y avoir des pour-parlers pour sauver quelques miettes.

Grévistes de l'alimentation, groupez-vous pour faire connaître ceux qui vous ont trahis, et pour préconiser aux travailleurs d'organiser pour leurs luttes des Comités d'entreprises, afin de ne pas subir les trahisons des dirigeants.

INSTITUTEURS LA DIRECTION DU S.N. LAISSE TOMBER LES JEUNES

Au dernier Congrès du Syndicat National fut décidée la création d'une Commission nationale des jeunes et, à ce moment, un certain nombre de jeunes instituteurs avaient pu espérer trop naïvement qu'enfin leurs intérêts allaient être défendus par le Syndicat. Hélas !

Pour la première fois, la Commission des Jeunes s'est réunie et des Commissions ont été nommées : propagande, loisirs, sports, coordination des initiatives artistiques et culturelles, si nous en croyons « L'Ecole Libératrice », cette dernière Commission a pour tâche de « mettre en valeur les qualités artistiques de certains de nos camarades ». De qui se fout-on ?

Alors que les jeunes ont, dans l'enseignement primaire, des traitements de famine, la direction du S.N. d'accord avec le gouvernement, fait adopter la « création d'une classe exceptionnelle qui augmentera encore la différence entre les traitements de début et ceux de fin de carrière.

Et la Commission Nationale des Jeunes — qui n'aura, d'ailleurs, que trois réunions par an — consacre toute une séance à discuter sur les sports,



Cueilli dans

— Oh ! « parlementairement », on peut s'en passer.

Bien entendu. Mais s'il s'agit de la production et du rendement du travail — éléments essentiels de la défense nationale — peut-on aussi aisément se passer des Français qui ont voté « communiste » ou qui se groupent dans la C.G.T. ?

Ainsi, on compte surtout sur Racamond et Frachon pour faire avaler aux ouvriers l'abandon des avantages acquis par la classe ouvrière en Juin 36. La C.G.T. et ses dirigeants — réformistes ou staliens — ne décevra pas les espoirs qu'on met en elle puisque « La Tribune des Fonctionnaires » peut écrire :

N'est-ce donc rien que la déclaration faite hier par la Commission administrative de la C.G.T. et aux termes de laquelle, si toutes les catégories sociales sont prêtes à faire des sacrifices, la classe ouvrière ne se refuserait pas, elle aussi, à consentir au redressement du pays un effort sérieux ?

Le P.C.F. aura encore d'autres tâches à remplir dans l'union sacrée de demain. Citons « l'Humanité » :

Ainsi, la constitution d'un gouvernement, associant toutes les forces républicaines du pays à la réalisation du programme voulu par le suffrage universel, a été rendue impossible par les agents de l'hitlérisme à qui il faudra bien demander des comptes.

Chacun sait ce que cela veut dire. La

DU PROLO

les Auberges de Jeunesse, les théâtres et autres histoires de même importance.

Qu'importe, après cela, des questions comme celles des suppléants, de l'auxiliariat ou de la titularisation des intérimaires ?

Delmas, auquel nos cotisations assurent un traitement de 36.000 francs, a d'autres chats à fouetter !

LE SORT DES CHOMEURS

Jour après jour, les licenciements se multiplient.

Ce sont les lock-out genre Radiotechnique qui jettent sur le pavé des ouvriers en masse.

A la suite des grèves, dans chaque usine, plusieurs employés et ouvriers ne sont pas repris.

Enfin, à cause de la crise, tous les jours on assiste à des renvois nouveaux pour suppression d'emploi.

Résultat : 30.000 chômeurs de plus.

En même temps, on sent peser de plus en plus la hausse du coût de la vie :

Le pain à 2 fr. 70 ;

L'augmentation des transports de 50 % ;

La hausse énorme des loyers.

Les chômeurs ont-ils vu monter leur maigre allocation ?

Le budget de guerre atteint des chiffres astronomiques : quelque 30 milliards seulement.

Les syndicats patronaux rassemblent des millions pour armer leurs organisations fascistes, qui sont destinées à écraser les organisations ouvrières et à assassiner les militants.

Pas un sou de plus aux chômeurs.

Le P.C. demande une petite aumône de 40 sous de plus pour les hommes, 20 sous pour une femme et 10 sous pour les jeunes.

Est-ce par cette augmentation dérisoire que se trouvera réglé le sort de l'armée des chômeurs ?

Les capitalistes restent absolument les maîtres de l'embauchage et du débouchage. Ils tentent de plus en plus de se débarrasser des ouvriers qui se sont révélés gênants et reforment leurs équipes de fascistes à l'intérieur des boîtes.

La principale revendication des chômeurs doit donc être :

CONTROLE DE L'EMBAUCHE

aussi bien par les ouvriers de l'intérieur de l'usine que par les Comités de chômeurs.

DANS LES H.C.R.B.

On se souvient de la grève de l'an dernier des travailleurs des cafés et hôtels, et on se souvient de quelle façon traîtresse elle fut conduite. Les résultats furent non seulement une situation désastreuse pour les travailleurs à leur travail, mais aussi une dégringolade des effectifs syndicaux. De 32.000 avant la grève, le nombre des cotisants, à l'heure actuelle, atteint environ 9.000.

Mais cela n'est pas tout. La direction syndicale était aux mains des staliniens. Ils ont tout fait pour étouffer toute vie syndicale, car il y a une minorité ; et bien que cette minorité manque de cohésion, cela aurait pu être dangereux pour eux.

Les résultats de leur gestion viennent de se manifester une fois de plus à propos du renouvellement du Conseil syndical. Pour ces élections où devaient participer tous les syndiqués à jour de leurs cotisations, Messieurs les staliniens Jacquet et Cie jugèrent utile d'adjoindre sur leur liste un certain nombre d'ex-confédérés, les plus ou les moins reluisants d'entre eux suivant le point de vue auquel on se place. Ainsi ils s'entendirent avec le décoré de la Légion d'honneur Cognet.

Malgré cela, le nombre des votants fut extrêmement réduit. Si réduit que le journal du syndicat donne la liste des élus mais pas leur nombre de voix.

Est-il vrai qu'en tête arrive M. le député stalinien Mercier, avec seulement 1.068 voix ?

Les minoritaires du syndicat des H.C.R.B. rencontrent des difficultés en raison du caractère général de cette corporation. Mais si elle parvient à établir un programme précis, elle doit parvenir à remonter le courant de lassitude engendré par la politique des bonzes syndicaux.

AU HAVRE

Une affiche anonyme, d'origine fasciste, fut placardée dans cette ville, apparemment éditée par le P.C., mais visant les dirigeants staliniens en ce qui concerne leur attitude en Espagne.

La section stalinienne du Havre fit passer un communiqué dans la presse dénonçant cette affiche comme une provocation des « trotskystes, agents de la Gestapo ».

Nos camarades du rayon du Havre du P.C.I. répliquèrent dans un communiqué qui parut également dans la presse, qu'ils avaient l'habitude de prendre leurs responsabilités en signant ; ils mirent au défi le parti stalinien, qui se juge calomnié, diffamé, de nous poursuivre, car, malgré tout, il est pour eux plus difficile de faire avaler leurs mensonges au Havre qu'à Moscou. Les staliniens se sont tus. Quant à mettre en cause les fascistes, ils s'en gardent bien...

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 18 à 20 heures.

36, rue du Château-d'Eau, 36

De nouvelles charrettes après le troisième. "procès de Moscou"

JUSTICE est faite, hurlent les fripons de « l'Humanité ». Justice est faite : Boukharine, ancien président de l'Internationale communiste ; Rykov, ancien chef du gouvernement soviétique ; Krestinsky, ancien secrétaire du parti bolchevik ont reçu une balle dans la nuque... Au nom de la révolution !

Nous avons, tout le procès durant, montré qu'il n'était, comme les précédents, qu'un amalgame odieux de faits historiques scandaleusement travestis et d'accusations totalement mensongères. Nous avons montré que ce n'était pas la révolution qui se défendait, mais la contre-révolution qui fauchait « à larges brassées », selon le terme de Mussolini, d'anciens révolutionnaires.

La contre-révolution ne connaît pas d'apaisements. Il lui faut du sang et encore du sang. Après les cadavres des gauchistes Zinoviev, Kamenev, après le cadavre de Piatakov, les cadavres des droitières Rykov, Boukharine ne lui suffisent pas. De nouvelles charrettes sont déjà annoncées.

Une première charrette de diplomates : Joureviev, Datvian. A quand aussi le tour de Litvinov ?

Une seconde charrette d'officiers de l'Armée Rouge. Déjà sont arrêtés deux maréchaux : Boudienny et Egorov. Pour les deux autres maréchaux, Blucher et Vorochiloff, la liberté est toute provisoire.

Il n'est pas à épiloguer sur la manière dont sont obtenus des aveux faux. Il faut seulement dire que le plus grand nombre se refuse à un aussi triste spectacle, et est exécuté, sans autre forme de procès.

Il faut crier : Staline mène l'U.R.S.S. à la catastrophe, dans la mesure où, aujourd'hui encore, il est maître du système bureaucratique dont il a favorisé le développement et où il mène... Les dernières conquêtes d'Octobre sont sur la balance.

Comment se dénouera la crise soviétique ? Dans combien de temps ? S'il est impossible de faire à ce sujet autre chose que des hypothèses très peu sûres, une chose est certaine : le troisième procès, par nombre d'indices, révèle une situation infiniment plus avancée que lors des deux autres procès.

Intuitivement, de larges couches ouvrières, des intellectuels sympathisants au communisme, en ont eu conscience. Il faut dénoncer plus vigoureusement que jamais la marche en avant de la contre-révolution en U.R.S.S. Il est encore temps de sauver les conquêtes d'Octobre. Une intervention ouvrière ici stimulerait la résistance prolétarienne dans le monde, et notamment en U.R.S.S. Un mouvement ouvrier en France permettrait de sauver quelques vieux révolutionnaires usés, découragés, démoralisés et surtout des milliers, des dizaines de milliers de jeunes oppositionnels qui souffrent les pires tortures dans les camps de concentration et les isolateurs de Sibérie.

Quelques interventions particulières ont pu prolonger l'agonie de Rakovsky. Il faut une puissante intervention ouvrière pour sauver le prolétariat de l'Union soviétique.

la presse...



chasse aux « espions » trotskystes sera bientôt ouverte en collaboration avec la « police républicaine ». Les Duclos et les Thorez ont hâte de rééditer les procès de Moscou ou les fusillades des révolutionnaires espagnols.

A l'usine, collaboration avec le patronat pour saboter les lois sociales. Dans la rue, aide à la fiscalité pour écraser les internationalistes prolétariens.

Est-ce cela que tu veux, ouvrier communiste ?

D'un article de Victor Serge, sur le procès de Moscou, dans « La Révolution prolétarienne » :

Après la destruction des cadres de l'armée, Vorochilov, dont la popularité dans le pays a été plus réelle que celle du chef génial, ne saurait durer longtemps. Après la destruction des cadres de la diplomatie, Litvinov, très initié à l'histoire du vieux parti, lié depuis fort longtemps aux fusillés (sans procès) du 16 décembre, Enoukidzé et Karakhan, ne saurait durer longtemps.

Le procureur Vychinski lui-même, qui requiert aujourd'hui la mort au nom du faux, détient trop de secrets d'Etat pour qu'on puisse lui prédire une longue carrière. Il faudra supprimer dans quelque temps les régisseurs du 2^e et du 3^e procès de même que l'on a supprimé avec Iagoda

ceux du premier procès. Règle commune : pas de témoins !

Des hommes de 1917-1923, Trotsky a été avec Lénine, le plus grand. Président des Soviets de Pétersbourg en 1905 et 1917, organisateur de l'insurrection de novembre 1917, organisateur de l'Armée rouge, organisateur de la victoire, combattant sur les champs de bataille de Sviajsk, de Kazan, de Pétrograd, inlassable animateur intellectuel, organisateur des transports, pionnier de l'industrialisation, leader de l'opposition de gauche qui renonça délibérément aux avantages du pouvoir pour affirmer sa fidélité à l'Internationale révolutionnaire et réclamer le retour à la démocratie intérieure du parti... Incontestablement le plus doué, le plus énergique, le plus probe des chefs du vieux parti, ses fautes mêmes — et il y en a ! — accentuent encore l'impression de force et d'intégrité qu'il laisse aux masses. Et cet homme-là est vivant, hors d'atteinte, à l'apogée de sa vigueur intellectuelle ! Il faut refaire toute l'histoire pour l'en effacer. Comment l'atteindre sinon à travers le mensonge de ceux qui l'ont sans cesse combattu (dans le parti), tout en l'admirant parfois, tout en lui rendant justice ?

Même lorsqu'on s'appelle Staline, on ne peut effacer l'histoire de l'Armée Rouge d'un trait de plume. Et la Révolution d'Octobre reste pour les nouveaux larbins du capitalisme la plus grande menace. Car l'Octobre rouge vit encore au cœur de millions de prolétaires qui libéreront l'U.R.S.S. et le monde par leur action de classe — malgré tous les traîtres.

LES ETAPES HEROIQUES DU PROLETARIAT VIENNOIS

La social-démocratie autrichienne, organisatrice de la défaite

La peste brune sur Vienne

CE n'est pas une entrée triomphale que vient d'effectuer Hitler dans Vienne-la-Rouge. Le filtrage et le contrôle sévères des informations ne peuvent réaliser un silence absolu sur « l'épuration » systématique à laquelle furent soumis les quartiers de Vienne, et sur la répression — avec tout ce qu'elle comporte d'exécutions, d'assommades, de mouchardage et de provocations — qui s'abat avec une violence redoublée sur les travailleurs autrichiens.

Ni l'épuration, ni la répression, ni le régime policier-militaire qui font peser la terreur sur l'Autriche n'ont empêché — et cela il faut le clamer partout — les travailleurs autrichiens d'affirmer leur volonté de lutte contre le fascisme : Dans les usines de Vienne, les ouvriers ont revendiqué l'armement général du peuple et la formation de milices ouvrières armées.

Par ailleurs, et malgré le freinage des chefs du « Front patriotique », des groupes de prolétaires sont descendus dans la rue où de violentes bagarres avec la police et les sections nazies se déroulèrent.

C'est ce qui explique que le séjour de Hitler en Autriche a été singulièrement écourté. La liaison avec les travailleurs autrichiens, l'organisation de l'aide internationale à ces travailleurs sont posées aujourd'hui avec un caractère d'urgence accrue.

Conséquences du traité de St-Germain

La réaction spontanée des travailleurs autrichiens est d'autant plus significative que jusqu'à ce jour, les trahisons ne leur ont pas manqué.

Après la guerre de 1914-18, le traité de Versailles, et plus spécialement ceux de Trianon et de Saint-Germain, démantelant l'empire austro-hongrois, ouvraient de lourdes difficultés et furent violés par ceux-là même qui les avaient imposés. Pour mériter la confiance du capitalisme anglo-français, le dictateur Horty donna de nombreux gages à la contre-révolution et fut autorisé par les vainqueurs à entretenir une armée triple des effectifs que le traité de Trianon prévoyait pour la Hongrie.

Le traité de Saint-Germain, dicté à l'Autriche, est plus impitoyable encore que celui de Versailles. L'Autriche, rançonnée par l'Entente, n'en a pas moins reçu de celle-ci les subsides nécessaires pour empêcher la révolution prolétarienne à Vienne. Mais en créant une République d'Autriche réduite aux dimensions de quelques districts pauvres et montagneux autour d'un centre industriel de plus de deux millions d'habitants, dont la structure administrative, bancaire et commerciale était adaptée à un Etat de cinquante millions d'habitants, on créait à cette même République une situation d'isolement que les diverses fractions de la bourgeoisie dominante devaient chercher à rompre, soit par la création d'une Fédération

danubienne, soit par un rattachement à l'Allemagne.

Historiquement, les capitalistes vainqueurs de 1918 et leurs hommes d'Etat portent la responsabilité directe des événements actuels qui font de l'Autriche « un bastion du Reich national-socialiste ».

Coalition de la Social-démocratie et des réactionnaires

La social-démocratie porte une responsabilité aussi lourde. Portée au pouvoir en 1918, son premier geste ne fut-il pas de former une coalition avec le parti réactionnaire « chrétien-social » ? C'était le parti de classe du clergé, des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, c'était le parti auquel appartenait Dollfuss et son futur gouvernement.

La social-démocratie autrichienne, pour s'opposer, et là est son crime, à la poussée révolutionnaire du prolétariat, réalisa cette coalition infâme et assura le respect des biens fonciers de l'autocratie et du clergé ; elle n'osa pas même « démocratiser » bourgeoisement l'appareil d'Etat hérité de la Monarchie.

Entre la bourgeoisie pourrie et décadente de Vienne, et un parti communiste impuissant à appliquer lucidement une politique bolcheviste-léniniste, la Social-démocratie sut s'imposer par une gestion municipale impeccable, que son verbiage pseudo-marxiste faisait prendre pour du socialisme appliqué.

Où mènent les illusions démocratiques et les gages donnés à la bourgeoisie ? Celle-ci, ne l'oublions pas, ne désarme jamais et toute concession faite à son avantage est un coup de poignard dans le dos du prolétariat.

En mars 1927, à la veille des élections d'avril, la bourgeoisie occupait l'arsenal de Vienne et volait les armes du Schutzbund républicain. Les masses comprennent la provocation et veulent passer à la contre-attaque : Attendez les prochaines élections, dit la Social-démocratie.

Les illusions démocratiques

Les élections d'avril furent, certes, triomphales pour la Social-démocratie, mais sans lendemain. Aux bulletins socialistes, la bourgeoisie répondait par de nouvelles provocations (acquiescement de réactionnaires convaincus d'avoir tué des ouvriers). Le 15 juillet, le prolétariat déclare et réalise la grève générale, exige des armes. La Social-démocratie refuse les armes et fait briser la grève générale, pendant que sa police abat les prolétaires par dizaines dans les rues de Vienne !

Depuis se développe sans défaillance l'offensive contre-révolutionnaire. La « Heimwehr » devient une organisation militaire bourgeoise contre le prolétariat. Pendant des années, cette lutte de classes aux épisodes multiples va se dérouler jusqu'à la date historique du 5 mars 1933 où, en corrélation avec l'arrivée au pouvoir du fascisme allemand,

la contre-révolution autrichienne passe à son tour au coup d'Etat. Le 7 mars, Dollfuss prononce la dissolution du Parlement et instaure un régime bonapartiste qui affaiblit le prolétariat, mais ne renforce pas la cohésion des factions réactionnaires.

Plus que jamais, l'Autriche devient un champ de lutte entre les impérialismes. France, Allemagne et Italie y opposent les agissements de leurs respectifs « Deuxième Bureau ».

Le 30 janvier, la Heimwehr, où l'influence mussolinienne est prépondérante, engageait son offensive et menaçait Vienne.

Pas de victoire révolutionnaire sans un parti révolutionnaire.

Cette fois encore, la Social-démocratie se déroba au combat et c'est seulement le 12 février, quand les prolétaires ont malgré leurs chefs, engagé la grève générale et pris les armes, que la direction de Vienne décide, à une voix de majorité, le soutien d'un mouvement qu'elle ne peut plus empêcher.

Les épisodes de la bataille de Vienne sont encore à la mémoire de chacun. Dans ces heures décisives, le parti Social-démocrate autrichien, en dépit de son unité organique, de ses 600.000 membres, des 40 % d'électeurs qu'il compte dans Vienne, a été fatal au prolétariat dont Landau peut dire qu'il fut écrasé moins par les canons de l'adversaire que par l'absence d'une direction révolutionnaire.

La victoire de Dollfuss devait être de courte durée. En juillet 1934, Dollfuss était assassiné et en mars 1938, Schuschnigg qui lui succède est à son tour prisonnier des nazis.

L'importance acquise par Vienne dans le déroulement des prochains événements n'est pas à démontrer. La « nazification » de l'Autriche, pas plus que le prochain plébiscite, ne peuvent faire oublier au prolétariat international que le prolétariat autrichien, comme le prolétariat allemand, demeurent partie intégrante du prolétariat mondial.

L'assassinat d'ignace Reiss

AU moment où les derniers survivants du Comité central des années de la Révolution ont été exécutés, on apprend les ultimes renseignements sur l'assassinat d'ignace Reiss, un des responsables du Guépéou qui rompit avec celui-ci à la suite des « procès de Moscou ».

Le Guépéou d'aujourd'hui utilise des tueurs professionnels, des bandits de la pire espèce, contre les militants révolutionnaires.

L'assassinat d'ignace Reiss fut fait dans des conditions témoignant de l'affolement de Staline. Les faits s'accumulent, écrasants. La presse réactionnaire les utilise mais en présentant le crime comme un règlement de comptes de gens du milieu. Elle est dans son rôle.

Au lieu de montrer de façon lumineuse que Staline emploie des gens du milieu contre les militants révolutionnaires, « le Populaire », « le Peuple », sont silencieux. Pour l'un, il y a l'indépendance du syndicalisme. Dans l'autre, on n'est ému que pour ce qui peut toucher « mon ami Dan », « mon amie Paz ». Tartuffes !

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
Le Gérant : A. BASTIDE.